

Signalement de la violence sexuelle à la police

Fondements du système de justice pénale pour les adultes victimes de violence sexuelle

Taylor assiste à une fête avec des amis. Quelqu'un s'approche de Taylor, lui saisit les fesses sèchement sans rien dire, puis s'en va. Taylor n'avait pas donné la permission à cette personne de lui toucher les fesses. Tout attouchement sexuel sans consentement est considéré comme une agression sexuelle.

Parker a 16 ans. À un moment donné, l'entraîneur s'adresse à Parker à part et lui demande de lui texter une photo de ses organes génitaux. L'entraîneur dit à Parker de n'en parler à personne, car sinon, il ne va pas le faire jouer sur la glace. Parker a peur et se conforme à la demande de son entraîneur. L'entraîneur fait de la pornographie juvénile.

L'« ex » de **Morgan** publie une vidéo du couple dans un contexte sexuel. Morgan ne lui avait pas donné la permission de publier cette vidéo. La publication d'une image intime sans consentement est une infraction criminelle.

Si vous avez vécu ce que Taylor, Morgan ou Parker ont vécu, sachez que vous n'êtes pas seul(e).

Vous avez des options.

Les lois et les infractions de nature criminelle sont énoncées dans le *Code criminel* du Canada. Ces lois sont en vigueur partout au pays. De nombreuses infractions criminelles englobent divers types de violence sexuelle.

Vous pouvez signaler les actes de violence sexuelle à la police en tout temps, même des années plus tard. Cela comprend les actes de violence sexuelle dont les adultes plus âgés ont été victimes dans leur enfance.

Réalisé en collaboration avec :



Cette fiche de conseils décrit les mécanismes judiciaires en matière de violence sexuelle. Elle ne porte pas sur tous les mécanismes à la disposition des personnes victimes de violence sexuelle. Continuez à lire pour prendre connaissance des organisations qui peuvent vous venir en aide. Les autres fiches de conseils de cette série sont disponibles à : www.cplea.ca/violence-sexuelle/

Système de justice pénale

Le système de justice pénale du Canada permet de poursuivre en justice la personne qui est accusée d'une infraction criminelle (**l'accusé(e)**). Un crime, c'est une faute ou un préjudice commis contre la société. Même si vous avez pu être victime d'un crime, il ne s'agit pas d'une affaire privée entre deux personnes. Les crimes font l'objet de poursuites par un procureur de la Couronne.

Voici un aperçu du système de justice pénale :

1 Une personne **commet un acte** interdit en vertu du *Code criminel*. La personne doit aussi avoir eu une intention criminelle, soit l'intention de commettre l'acte en question, de faire quelque chose en toute connaissance de cause ou avec imprudence.

2 Vous, ou quelqu'un d'autre, **signalez le crime à la police**.


3 La police **fait une enquête** et recueille des **preuves** du crime.
(De plus amples renseignements sur les preuves se trouvent à la page 6.)

4 Si la police a des motifs raisonnables de croire qu'une personne a commis un crime, elle **portera des accusations** contre la personne en question (**l'accusé(e)**).


5 Si la personne accusée est en détention, la cour tient une **enquête de remise en liberté** dans le but de décider si la personne doit rester détenue ou être libérée jusqu'à ce que les accusations soient tranchées par la cour.

6 La personne accusée **inscrit son plaidoyer** à la cour.

- ▶ Si la personne accusée plaide « **non coupable** », la cour fixe une date pour la tenue d'un procès. En général, le procès se déroule devant un juge, bien que dans certains cas, la personne accusée peut demander à ce que son procès se déroule devant jury.
- ▶ Si la personne accusée plaide « **coupable** », la cour fixe une date pour la tenue d'une audience de détermination de la peine.




7 Dans le cas de certaines accusations, lorsque la personne accusée peut être condamnée à 14 ans de prison ou plus, la cour fixera une date d'**audience préliminaire**. Lors de l'audience préliminaire, le procureur de la Couronne présente à la cour les preuves qu'il possède contre la personne accusée. Vous serez susceptible de témoigner à cette audience. Le juge décidera alors s'il y a suffisamment d'éléments de preuve pour tenter des poursuites. En l'absence de preuves suffisantes, le procureur de la Couronne peut retirer les accusations, et la personne accusée est libre. Le procureur de la Couronne peut également **suspendre la procédure**. Suspendre une procédure signifie l'interruption du procès. Cela peut donner le temps de recueillir d'autres preuves. Le procureur de la Couronne peut reprendre une procédure suspendue en dedans d'un an.




8 Au **procès**, le juge ou le jury entendra les preuves du procureur de la Couronne et de l'avocat(e) de la défense. Ensuite, le juge ou le jury décide si la personne accusée est coupable ou non coupable, puis le verdict est annoncé.

- ▶ Si le juge ou le jury détermine que la personne accusée est coupable (condamnée) des accusations portées contre elle, la cour fixe une date d'**audience de détermination de la peine**.
- ▶ Si le juge ou le jury détermine que la personne accusée n'est pas coupable (acquittée) des accusations portées contre elle, la personne accusée est libre.



9 À l'**audience de détermination de la peine**, le juge entendra la peine recommandée par le procureur de la Couronne et l'avocat(e) de la défense. Le juge tiendra également compte des **déclarations de la victime**. C'est au juge qu'incombe la décision définitive. Le juge peut imposer une peine à la personne accusée comme suit : probation, incarcération, ou les deux.

- ▶ La personne accusée peut avoir droit à une libération conditionnelle après avoir passé un certain temps en prison. La libération conditionnelle, c'est une autre forme de peine. En période de libération conditionnelle, la personne accusée doit respecter certaines règles. À la fin de la période de libération conditionnelle, la personne accusée est libre.



10 Si la personne accusée ou le procureur de la Couronne n'est pas satisfait du verdict ou de la peine, il peut faire **appel** (contester). L'appel d'une décision doit respecter certains critères juridiques.

Signalement d'un crime à la police

Le rôle de la police consiste à protéger le public et à porter des accusations. La police fait enquête au sujet des crimes et tient compte de bien des éléments lorsqu'elle décide de porter des accusations. Cependant, c'est au procureur de la Couronne qu'il incombe de rendre la décision définitive de poursuivre la personne accusée, décision qui s'appuie, en partie, sur la possibilité que le procès se traduise par une condamnation.

Vous pouvez signaler un crime à la police, comme suit :

- en communiquant avec la police ou un(e) intervenant(e) en soutien à la cour, soit une personne avec laquelle vous pourrez discuter de vos droits, de diverses options et de recommandations;
- en composant le 911 si vous êtes en danger immédiat ou avez besoin d'aide immédiate;
- en appelant la ligne téléphonique pour les situations non urgentes de la police de votre région;
- en vous rendant à un poste de police;
- en vous adressant, en cas de violence sexuelle, à des infirmières ou des médecins de l'équipe d'intervention en cas d'agression sexuelle (**Sexual Assault Response Team** ou **SART**) à l'hôpital.

« Que se passera-t-il si la police ne porte pas d'accusations? »

Il arrive parfois que la police décide de ne pas porter d'accusations contre la personne qui a fait du mal.

Cela s'explique par de nombreuses raisons :

- d'après les éléments de preuve, la police n'a pas de motifs raisonnables de croire que la personne a commis le crime;
- la police estime que les preuves ne se traduiront probablement pas par une condamnation;

- l'enquête réalisée par la police n'a pas été bien faite.

« Qu'est-ce qu'un ajournement? »

Un ajournement, c'est le report d'un processus judiciaire. Il s'agit d'un aspect normal du processus judiciaire, ce qui peut se produire souvent. La cour peut ajourner une audience pour de nombreuses raisons, notamment pour donner du temps à la personne accusée de se trouver un(e) avocat(e).

« Qu'est-ce qu'une déclaration de la victime? »

Une déclaration de la victime vous permet de raconter à la cour les effets qu'a eus le crime commis sur vous du point de vue physique, émotif, économique et social. Le procureur de la Couronne vous donnera l'option de faire une déclaration de la victime. Vous pourrez lire votre déclaration lors de l'audience de détermination de la peine. Sinon, vous pourrez en remettre une copie au procureur de la Couronne pour que le juge, l'avocat(e) de la défense, la personne accusée et le procureur de la Couronne puissent la lire en silence.

« Que puis-je faire si je n'aime pas la façon dont la police traite mon dossier? »

Vous pouvez :

- porter plainte contre la police. Pour ce faire, demandez au poste de police de votre quartier comment procéder;
- demander des copies des dossiers de la police concernant votre plainte. Vous pouvez faire cette demande par écrit en vertu de la loi sur l'accès à l'information et à la protection de la vie privée (*Freedom of Information and Protection of Privacy Act*). Il pourrait y avoir des frais pour ce service. Communiquez avec le bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Office of the Information and Privacy Commissioner of Alberta) pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet;

- entamez des **poursuites privées** au palais de justice contre la personne qui vous a fait du mal. Vous devez procéder de la manière indiquée. Pour en savoir plus à ce sujet, communiquez avec le palais de justice, le poste de police ou un(e) intervenant(e) en soutien à la cour de votre région. Le procureur de la Couronne examinera votre affaire et décidera si la poursuite contre la personne accusée pourra aller de l'avant ou non.

Les personnes

accusé(e) Personne contre laquelle la police a porté des accusations pour avoir commis un crime. Elle s'appelle aussi « **partie défenderesse** ».

greffier Personne qui aide le juge durant les actions en justice. Le greffier fait jurer aux témoins de dire la vérité et s'occupe de toutes les tâches administratives liées à l'action en justice.

procureur de la Couronne Avocat(e) qui travaille pour le gouvernement provincial ou fédéral et qui représente les intérêts du public dans le cadre de procédures criminelles. Dans le cas d'agressions sexuelles, le procureur de la Couronne travaille pour le gouvernement de l'Alberta. Le procureur travaille dans l'intérêt du public et non pas au nom de la victime. Le procureur aide les témoins à communiquer leurs éléments de preuve en cour.

avocat(e) de la défense Avocat(e) qui représente la personne accusée, défend ses droits et veille à ce qu'elle ait droit à un procès impartial. La personne accusée peut retenir les services de son propre avocat. Si elle n'en a pas les moyens financiers, elle peut demander à l'organisme d'aide juridique (Legal Aid) de lui en assigner un. L'avocat(e) de la défense doit essayer de montrer que le procureur de la Couronne n'a pas prouvé sa cause hors de tout doute raisonnable.

juge Personne qui préside l'action en justice ou les procédures. Le juge rend des décisions de droit et détermine les preuves admissibles. Il décide aussi du verdict (sauf en présence d'un jury) et si la personne accusée est reconnue coupable, il détermine sa peine.

jury Douze (12) membres du grand public choisis par le procureur de la Couronne et l'avocat(e)

de la défense en vue d'un procès. Le jury prend connaissance de tous les éléments de preuve et de l'interprétation de la loi par le juge avant de rendre son verdict. Le jury n'établit pas la peine de la personne accusée.

victime Personne qui a été victime de violence sexuelle. La victime s'appelle aussi « **partie plaignante** ».

Rôle de la victime

Votre rôle consiste à fournir des preuves contre la personne accusée.

En vertu du système de justice pénale, les infractions criminelles sont des torts contre la société. Par conséquent, même si vous êtes la personne qui a subi un préjudice, c'est le procureur de la Couronne qui s'occupe de votre affaire. Il lui incombe de décider si des accusations seront portées et, le cas échéant, quelles seront ces accusations et comment poursuivre la personne accusée, en plus de faire des recommandations au juge au sujet de la peine. Le procureur de la Couronne vous rencontrera probablement pour obtenir vos éléments de preuve. Il décidera également si vous servirez de témoin ou non. Dans le cas d'agressions sexuelles, il arrive souvent que la victime soit le principal, et parfois le seul, témoin du crime. Vous pouvez demander au procureur de la Couronne de vous tenir au courant de la situation. Le procureur de la Couronne n'est pas votre avocat(e). Toutefois, au bout du compte, c'est à lui que revient de prendre toutes les décisions au sujet de la poursuite.

« Et si je suis témoin? »

Il se peut qu'on vous demande de faire un témoignage (preuve orale) lors de l'audience préliminaire ou du procès. En tant que témoin, le procureur de la Couronne vous posera des questions sur ce que vous avez vécu. L'avocat(e) de la défense pourrait aussi vous poser des questions. L'avocat(e) de la défense pourrait suggérer d'autres versions de l'événement. Faites preuve de calme et de patience. L'avocat(e) de la défense ne fait que son travail, même si cela ne vous semble pas juste.

Si vous témoignez (donnez des preuves) contre la personne accusée lors d'une audience préliminaire ou d'un procès, dites la vérité et ne dites que ce dont vous vous rappelez. Si vous ne vous souvenez pas des détails, n'essayez pas de deviner.

« Dois-je retenir les services d'un(e) avocat(e)? »

Non. Le procureur de la Couronne travaille pour le gouvernement au nom de la société, et non pas au nom de particuliers. Même si le procureur de la Couronne prend le temps de discuter de votre affaire avec vous, il n'est pas votre avocat. Pour certaines parties du processus pénal, soit les applications des articles 276 et 278, vous pouvez retenir les services de votre propre avocat(e) pour représenter vos intérêts. Continuez à lire pour de plus amples renseignements. Vous pouvez aussi avoir accès à du soutien (y compris demander à ce qu'une personne vous accompagne à la cour ou poser des questions au sujet du processus) au centre des agressions sexuelles de votre région, à l'unité des services aux victimes ou à d'autres organismes qui viennent en aide dans le cadre du processus de justice pénale.

LE DROIT À UN(E) AVOCAT(E)

Si une application de l'article 276 vous concerne (parce que l'avocat(e) de la défense veut utiliser des preuves de votre activité sexuelle), ou encore, une application de l'article 278 (parce que vous avez un casier judiciaire), vous avez le droit d'avoir votre propre avocat(e) pendant l'audience judiciaire. Votre avocat(e) représentera vos intérêts dans le cadre de ces applications.

Pour recevoir l'aide d'un avocat(e), peu importe votre situation financière, communiquez avec Legal Aid Alberta. Consultez le site www.legalaid.ab.ca ou composez le 1.866.845.3425.

Preuves

Pour porter des accusations contre une personne, la police a besoin de preuves. Le procureur de la Couronne se sert de ces preuves pour essayer de prouver que la personne accusée a commis le crime. La personne accusée est innocente tant qu'elle n'a pas été déclarée coupable. Il incombe au juge ou au jury de décider si la personne accusée est coupable du crime hors de tout doute raisonnable.

La plupart des éléments de preuve viendront de vous, la personne qui a été victime de violence sexuelle.

Si vous décidez de signaler l'agression sans tarder, vous pouvez aider la police à recueillir des preuves en NE FAISANT PAS ce qui suit :

- prendre une douche ou un bain;
- vous changer ou jeter vos vêtements;
- laver vos mains ou vous peigner les cheveux;
- prendre de la drogue ou de l'alcool;
- déranger l'endroit où l'acte s'est déroulé.

Si vous signalez l'agression dans les trois jours qui suivent, la police pourrait être capable de recueillir des preuves tangibles s'il y a eu des contacts corporels ou oraux.

Parfois, jusqu'à sept jours suivant l'agression, vous pouvez aller à l'hôpital pour recevoir des soins médicaux et pour faire recueillir des éléments de preuve. Des infirmières ou des médecins de l'équipe d'intervention en cas d'agression sexuelle (Sexual Assault Response Team ou SART) sont dans certains hôpitaux pour vous aider.

Il n'y a pas de date limite pour faire un signalement de violence sexuelle à la police. Plus vous signalerez l'agression tôt à la police, plus il sera facile pour elle de recueillir des preuves médico-légales pour aider à prouver les accusations.

Applications de l'article 276 : preuves de l'activité sexuelle de la partie plaignante

La cour ne peut pas accepter de preuves selon lesquelles vous avez eu des activités sexuelles, avec la personne accusée ou avec une autre personne, pour montrer que vous êtes davantage susceptible d'avoir consenti à l'activité sexuelle en question ou que vous êtes moins digne de foi.

L'avocat(e) de la défense peut demander à la cour de considérer des preuves de votre activité sexuelle advenant que le juge détermine que tout ce qui suit est vrai :

- l'avocat(e) de la défense ne se sert pas des preuves pour montrer que vous êtes davantage susceptible d'avoir consenti à l'activité sexuelle en question ou que vous êtes moins digne de foi;
- les éléments de preuve se rapportent à un point en litige (comme le consentement);
- les éléments de preuve concernent des cas particuliers d'activité sexuelle;
- les éléments de preuve prouvent quelque chose d'important et ne nuisent pas à l'intégrité du processus de justice pénale.

C'est au juge qu'il incombe de déterminer si les preuves seront acceptées ou non.

Applications de l'article 278 : dossiers de tierces parties

L'avocat(e) de la défense et la personne accusée ne peuvent obtenir certains dossiers à votre sujet ou au sujet des témoins sans la permission du juge. Il pourrait s'agir de dossiers contenant des renseignements personnels pour lesquels il y a une attente raisonnable en matière de respect de la vie privée.

Les dossiers de tierces parties comprennent ce qui suit :

- dossiers médicaux, psychiatriques, thérapeutiques, de consultations psychologiques, scolaires, professionnels, de

bien-être des enfants, d'adoption et de services sociaux;

- les journaux intimes personnels;
- les dossiers contenant des renseignements personnels dont la divulgation est protégée par d'autres lois (comme les lois sur le respect de la vie privée ou les lois sur le respect du secret professionnel de l'avocat(e)).

Les dossiers de tierces parties ne comprennent pas les dossiers montés par la personne responsable de l'enquête ou de la poursuite judiciaire, comme les notes de l'agent de police.

Le *Code criminel* énonce la marche à suivre par le procureur de la Couronne et l'avocat(e) de la défense pour obtenir la permission du juge.

Moyens de défense à la disposition de la personne accusée

La personne accusée a également des droits. Ces droits comprennent :

- le droit à un procès (pour qu'un juge ou un jury décide s'il est coupable ou non) dans un délai raisonnable. La personne accusée devrait subir son procès dans les 18 mois suivant son accusation, à moins qu'un retard soit justifié par de bonnes raisons;
- le droit de présomption d'innocence tant qu'il n'est pas déclaré coupable en vertu de la loi, pour la tenue d'une audience juste et publique par un tribunal indépendant et impartial;
- le droit de ne pas se voir refuser une mise en liberté sous caution raisonnable sans juste cause.

La personne accusée a également le droit de se défendre elle-même. Certaines défenses courantes vis-à-vis d'accusations d'agression sexuelle sont énoncées ci-dessous.

- **Croyance erronée au consentement**
La personne accusée croyait que vous vous étiez livré(e) volontairement à l'activité sexuelle

en question. Cette défense n'est pas possible si la personne est accusée d'une infraction à l'égard d'une personne de moins de 16 ans.

- **Erreur concernant l'âge**
Si l'accusation concerne une infraction à l'égard d'un enfant, la personne accusée peut montrer qu'elle a pris tous les moyens raisonnables pour déterminer l'âge de la victime.
- **L'activité sexuelle n'a jamais eu lieu**
La personne accusée peut soulever des doutes à l'égard de l'activité sexuelle présumée. Pour y parvenir, elle peut montrer que vos éléments de preuve contiennent des contradictions ou des invraisemblances.

VOUS N'ÊTES PAS SEUL(E).

Des services de soutien sont à votre disposition.

Cela comprend des services de counseling, et des services de soutien avant, durant et après le processus judiciaire.

Sources de soutien dans votre région :

- Appelez ou envoyez un message texte à **One Line for Sexual Violence** (1.866.403.8000) de l'Alberta.
- Appelez la Ligne d'urgence canadienne contre la traite des personnes (1.833.900.1010) ou clavardez en direct à www.canadianhumantraffickinghotline.ca/fr
- Appelez ou envoyez un message texte à **Alberta 211** (2-1-1) ou clavardez en direct à www.ab.211.ca
- Consultez la liste des centres d'agression sexuelle de l'Alberta à aasas.ca/get-help (en anglais seulement).

Centre Albertain d'information juridique www.infojuri.ca/fr/

Réalisé en collaboration avec :



© 2023

Legal Resource Centre of Alberta Ltd., Edmonton, Alberta
Operating as: Centre for Public Legal Education Alberta

Vous NE devez PAS considérer l'information contenue dans ce document comme des conseils juridiques. Il ne s'agit que d'information générale sur les lois de l'Alberta.

Nous tenons à remercier l'Alberta Law Foundation et le ministère de la Justice Canada pour le financement qu'ils nous ont accordé, grâce auquel nous pouvons publier des documents comme celui-ci.

Les autres fiches de conseils de cette série sont disponibles à : www.cplea.ca/violence-sexuelle/

Centre des agressions sexuelles d'Edmonton (Sexual Assault Centre of Edmonton – SACE)

Le SACE vient en aide aux enfants, aux jeunes et aux adultes qui sont victimes de violence ou d'agressions sexuelles, et sensibilise la population à la violence sexuelle.
www.sace.ca (en anglais seulement)

Elizabeth Fry Northern Alberta

EFry vient en aide aux femmes et aux filles qui sont victimes de crimes ou risquent de l'être.
www.efrynorthernalberta.com (en anglais seulement)

Centre for Public Legal Education Alberta

Le CPLEA vulgarise la loi pour les Albertains en diffusant de l'information juridique fiable et gratuite.
www.cplea.ca